

COMMISSIE VOOR DE
INFRASTRUCTUUR, HET
VERKEER EN DE
OVERHEIDSBEDRIJVEN

van

MAANDAG 26 JANUARI 2009

Namiddag

COMMISSION DE
L'INFRASTRUCTURE, DES
COMMUNICATIONS ET DES
ENTREPRISES PUBLIQUES

du

LUNDI 26 JANVIER 2009

Après-midi

La séance est ouverte à 14.33 heures et présidée par M. François Bellot.

De vergadering wordt geopend om 14.33 uur en voorgezeten door de heer François Bellot.

Le **président**: Monsieur le ministre, chers collègues, deux membres, dont les questions figurent au premier point de notre ordre du jour étant retenus dans une autre commission, je vais passer immédiatement la parole à Mme Snoy.

01 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'octroi de six nouvelles licences WiMax" (n° 9633)

01 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de toekenning van zes nieuwe WiMaxlicenties" (nr. 9633)

01.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, monsieur le ministre, je vous ai déjà posé une question écrite, l'été dernier, sur les nouvelles licences de télécommunication mobile.

À l'époque, plusieurs questions relatives à la manière dont vous comptiez mettre ces licences aux enchères vous avaient été posées.

Aujourd'hui, il a été confirmé que quatre licences seront accordées pour la fréquence de 3,5 GHz et deux pour la fréquence de 10 GHz. Les conditions d'attribution ont été approuvées par le Conseil des ministres. Par ailleurs, vous avez déclaré que ces nouvelles licences correspondent à la demande d'un marché plus concurrentiel.

Monsieur le ministre, ma question s'inscrit dans un souci de protection du consommateur en termes de santé. Elle s'inscrit également dans le cadre du travail que j'effectue en commission de la Santé publique et de l'Environnement au sein de laquelle une résolution est actuellement en discussion.

Nous craignons que la généralisation des réseaux sans fil augmente l'exposition de la population au rayonnement électromagnétique. En effet, de nouvelles antennes sont prévues dans les espaces publics. Nous pouvons donc nous poser la question des limites d'exposition, limites actuellement fixées par l'arrêté royal de 2005 sur les radiations non ionisantes.

Je vous ai posé cette question le 6 janvier et le 15 janvier, la Cour constitutionnelle a rendu son arrêt concernant l'ordonnance bruxelloise qui détermine une norme de 3 volts par mètre pour toutes les antennes. La Cour a dit que les Régions étaient compétentes et a donc confirmé la pertinence et l'applicabilité de l'ordonnance bruxelloise. Les autres Régions se sont également prononcées pour une norme plus exigeante par rapport à ces antennes.

Dans le cahier des charges du marché public que vous avez ouvert, avez-vous bien tenu compte de cette évolution, donc de l'ordonnance bruxelloise et de la volonté des Régions flamande et wallonne de modifier la norme et de s'approprier une nouvelle réglementation?

Notre ministre de la Santé a déjà confirmé qu'elle soutenait une norme plus exigeante.

Cette nouvelle norme a-t-elle bien été annoncée aux opérateurs et, le cas échéant, a-t-elle été mentionnée dans les conditions d'attribution des licences?

Avez-vous fait preuve de cohérence entre ministres du gouvernement fédéral et entre le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux?

01.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Monsieur le président, chers collègues, comme nous avons convenu lors du dernier comité de concertation avec toutes les Régions de ce pays et le fédéral, nous allons entamer une discussion sur ce point avec ma collègue Laurette Onkelinx.

Étant donné, d'une part, les résolutions qui ont été votées, les demandes des différentes Régions et l'arrêt de la Cour constitutionnelle relativement à la Région bruxelloise et, d'autre part, les conséquences économiques pour les opérateurs, il conviendra de trouver un équilibre raisonnable et de diminuer la norme qui est fixée actuellement à 20 volts par mètre. La proposition est sur la table. Vous pouvez peut-être poser la question à Mme Onkelinx car elle est la première responsable pour cet aspect.

En ce qui concerne les licences, elles ne comprennent jamais de dispositions sur les puissances autorisées de l'équipement d'émission ou sur les lieux d'installation puisque ce n'est pas de notre compétence.

Cependant, il va de soi que les opérateurs doivent respecter les décrets ainsi que les ordonnances établies au niveau régional. Les conséquences de l'arrêt de la Cour constitutionnelle au niveau bruxellois doivent être respectées par les opérateurs. Comme il leur reste six semaines, c'est-à-dire jusqu'au 15 mars, il s'agira de leur faire respecter les nouvelles normes édictées par Bruxelles-Capitale, de manière correcte, comme on le sait.

Voilà ce que je voulais répondre à vos questions.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, vous êtes bien informé de l'évolution. Il est clair qu'il n'y a plus de doute à présent pour les opérateurs de la Région bruxelloise: ils doivent respecter les 3V/m. Pour les autres Régions, pour le moment, il ne s'agit que d'intentions vu que la législation n'est toujours pas en vigueur.

Cependant, il reste la promesse de la ministre Onkelinx, que j'ai déjà interrogée: je lui ai rappelé l'engagement qu'elle avait pris dans la presse et qu'elle a confirmé ici devant notre commission Santé.

Il convient donc d'éviter de laisser les opérateurs partir dans des hypothèses où ils pourraient couvrir le territoire en tenant compte d'autres normes. C'est élémentaire et important d'annoncer fermement les intentions politiques partagées par différents niveaux de pouvoir et par la ministre de la Santé. Laisser des opérateurs prendre un marché en s'attendant à devoir respecter les normes actuelles, ce serait les tromper et fausser les enjeux en matière de santé publique.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'amélioration de l'accès à internet et à la téléphonie mobile" (n° 9755)

02 Vraag van de heer Jean-Jacques Flahaux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de verbetering van de toegang tot internet en mobiele telefonie" (nr. 9755)

02.01 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, vous souhaitez diminuer les impayés et on ne peut que vous approuver sur ce point. Cela dit, en matière d'accès à internet où les impayés se multiplient, notre pays, longtemps en pointe, fait aujourd'hui figure de "dinosauire" offrant un service de qualité très moyenne au regard de celui offert par nos voisins et surtout en raison des prix pratiqués par nos fournisseurs d'accès internet nettement plus élevés que leur homologues étrangers. Que dire également des services de facturation à l'efficacité plus que relative qui accusent parfois des retards de plusieurs mois, comme nous en avons eu récemment l'exemple avec VOO, entraînant des montants conséquents à régler lors de la facturation.

Cette situation de qualité relative à un moment où tout le monde, et vous en particulier, évoque la nécessité

de réduire la fracture numérique est, semble-t-il, due à une situation de quasi-monopole.

Monsieur le ministre, vous aviez prévu, en collaboration avec votre collègue le ministre Magnette, l'élaboration d'un projet de loi visant à améliorer cette situation. Pouvez-vous nous dire où en est aujourd'hui ce projet? Ce dernier prévoit-il des mesures en vue d'instaurer des conditions de saine concurrence entre les opérateurs plus nombreux, comme cela s'est passé chez nos voisins, entraînant rapidement une amélioration de la qualité, mais aussi une baisse des prix. Quelles seront les conditions de cette ouverture pour les nouveaux fournisseurs d'accès internet? Des fournisseurs d'accès internet se sont-ils déjà adressés à vos services afin de postuler ou de faire part de leur intérêt?

Monsieur le ministre, je voudrais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour élargir mon questionnement à la téléphonie mobile, domaine dans lequel, une nouvelle fois, une concurrence faussée permet d'appliquer des prix anormalement élevés par rapport à nos pays voisins. En outre, l'accès au marché à un troisième opérateur serait prévu. Pouvez-vous nous dire où en est ce projet et dans quelles conditions, notamment financières cette ouverture de marché devrait avoir lieu? En effet, le budget 2009 prévoit un montant beaucoup plus bas que celui prévu pour les autres opérateurs.

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Monsieur le président, cher collègue, comme vous le savez, j'accorde une grande importance à l'ouverture complète du marché des télécommunications.

Je suis convaincu qu'une concurrence dynamique contribuera à augmenter la pénétration des nouvelles technologies, améliorera la qualité et fera baisser les prix au bénéfice des consommateurs.

Pour permettre un meilleur niveau de concurrence en Belgique, j'ai pris différentes initiatives comme le renforcement du régulateur et du service de la concurrence. Vendredi, lors du dernier Conseil des ministres, a eu lieu la deuxième lecture de la réforme de la loi sur les télécommunications. Celle-ci passera bientôt au Parlement. Nous en discuterons donc dans votre commission.

Même si je suis le premier à souhaiter une baisse des prix et une réduction de la fracture numérique, je souhaite toutefois nuancer la situation actuelle en Belgique.

Pour ce qui concerne les offres d'accès à l'internet, il faut noter que la Belgique occupe, en janvier 2008, la 7^{ème} place sur 27 du classement européen en termes de taux de pénétration de larges bandes. Ce sont les chiffres de la Commission européenne. Si elle se classe parmi les pays dans lesquels le prix des offres d'accès à larges bandes est le plus élevé, l'indice de performance des services à larges bandes mis en place par la Commission montre qu'en comparaison avec ses voisins, la Belgique possède des niveaux de vitesse de téléchargement parmi les plus élevés d'Europe. Néanmoins, je mets tout en œuvre pour inverser la tendance actuelle qui voit que la Belgique perd des places dans le classement international.

Pour ce qui concerne la téléphonie mobile, la comparaison des prix de détail entre différents opérateurs et entre différents pays est une question complexe et délicate eu égard à la grande diversité des plans tarifaires pratiqués et à la forte segmentation du marché. Il serait abusif de soutenir qu'il existerait, en Belgique, en matière de services de téléphonie mobile, une concurrence faussée permettant une politique de prix anormalement élevés au regard de ce qui se fait chez nos voisins. En effet, la concurrence que se livrent les trois opérateurs mobiles belges est bien réelle, comme en témoignent notamment les campagnes commerciales multiples et souvent agressives de ces sociétés, et ce sans compter le nombre croissant de fournisseurs de services mobiles actifs sur le marché belge, les services providers indépendants aussi appelés les "MVNO".

Par contre, le développement de l'internet mobile, le 3G, est beaucoup trop lent en Belgique. Nous sommes aujourd'hui dans le peloton de queue de l'Union européenne. Je mettrai sur le marché une quatrième licence en 2009, comme il a été prévu et approuvé par le gouvernement, mais il serait utile de compléter cette mesure par la législation des offres conjointes et une baisse des tarifs de terminaison que les opérateurs se facturent entre eux. L'IBPT devrait lancer très prochainement une consultation publique concernant le marché mobile en Belgique qui nous aidera à affiner notre politique.

Vous m'avez également interrogé sur ce chiffre de 40 millions d'euros, en disant qu'il était inférieur par rapport à ce que les autres ont payé. C'est effectivement vrai. Toutefois, à l'occasion d'une autre question parlementaire, j'ai déjà répondu que cette troisième licence était octroyée à concurrence de 40 millions d'euros, tandis que les autres ont payé plus de 100 millions d'euros, du fait que les trois opérateurs actuels,

Proximus, Mobistar et Base, ont eu l'avantage d'être présents depuis longtemps sur notre marché.

La couverture dépasse les 100% dans notre pays, ce qui veut dire que plus d'un Belge possède deux abonnements: c'est un avantage commercial d'emblée. Je pense donc que ce montant de 40 millions d'euros calculé par l'IBPT est équilibré et tient compte du fait qu'un quatrième opérateur entrant sur le marché aurait un handicap sur les trois autres.

02.03 Jean-Jacques Flahaux (MR): Je remercie le ministre d'avoir amplement répondu à mes questions. Il confirme que la Belgique perd du terrain dans la question d'internet. Je ne doute pas qu'il aura le souci de lui faire regagner le peloton de tête. Idem pour le 3G où nous sommes dans le peloton de queue. En tant que pays qui abrite la capitale de l'Europe, il n'est pas acceptable que nous soyons dans ce peloton de queue, quel que soit le domaine.

Pour ce qui est du montant que devra acquitter le nouvel opérateur, étant donné que chacun peut garder désormais son numéro de téléphone (réforme positive), que les gens sont plus mobiles qu'auparavant et donc moins ancrés chez un opérateur, je ne partage pas nécessairement votre avis sur le fait qu'il soit nettement moindre. Enfin, c'est une question d'appréciation personnelle.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Interpellation et questions jointes de

- Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la transposition de la directive sur la libéralisation du marché postal" (n° 9541)
- M. Jean-Luc Crucke au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la libéralisation du secteur postal" (n° 9625)
- M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la transposition en droit belge de la directive sur la libéralisation du marché postal" (n° 256)
- M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la transposition en droit belge de la directive sur la libéralisation du marché postal" (n° 9732)
- M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la subvention accordée par l'État à La Poste pour ses missions de service public" (n° 9868)

03 Samengevoegde interpellatie en vragen van

- mevrouw Karine Lalieux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de omzetting van de richtlijn betreffende de liberalisering van de postmarkt" (nr. 9541)
- de heer Jean-Luc Crucke aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de liberalisering van de postsector" (nr. 9625)
- de heer Georges Gilkinet tot de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn over de vrijmaking van de postmarkt" (nr. 256)
- de heer Georges Gilkinet aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de omzetting in Belgisch recht van de richtlijn betreffende de liberalisering van de postmarkt" (nr. 9732)
- de heer Roel Deseyn aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de toelage van de Staat voor het vervullen van taken van openbare dienst van De Post" (nr. 9868)

03.01 Karine Lalieux (PS): Monsieur le président, chers collègues, je vous remercie de m'avoir donné le temps de vous rejoindre pour poser ma question.

Monsieur le ministre, comme vous le savez, les débats quant à la transposition de la directive relative au marché postal ont été extrêmement nourris et passionnés.

Puisqu'elle nous est de toute façon imposée par l'Europe, aux adeptes d'une libéralisation précipitée, le groupe PS s'est toujours prononcé pour une libéralisation réfléchie. Au "tout pour les entreprises", nous privilégions d'autres critères comme la qualité des services rendus à la population et la qualité du travail pour les travailleurs de La Poste et pour les travailleurs des futurs concurrents débarquant sur un marché qui, à notre grand regret, se trouve totalement libéralisé.

Bien sûr, nous ne voulions pas de cette libéralisation qui sera, nous l'espérons, le dernier avatar de l'idéologie néo-libérale dont nous devons aujourd'hui réparer les pots cassés dans le secteur bancaire.

L'Europe a choisi et, aujourd'hui, nous avons la responsabilité de déjà rectifier le tir. Faisons en sorte que

cette libéralisation ne soit pas synonyme de dumping social et de service de moindre qualité à un coût supérieur pour nos concitoyens, comme c'est le cas d'ailleurs dans le monde bancaire.

Pour reprendre l'expression du président de la commission de l'Infrastructure, tâchons d'obtenir de nos opinions divergentes le meilleur résultat possible.

Aussi, après une période de fin d'année marquée notamment par le ras-le-bol des postiers face à Géoroute III, il me semble important de revenir vers vous afin de faire le point sur la transposition de la directive Poste.

Monsieur le ministre, quelles sont les lignes de force de la transposition de cette directive?

L'équilibre entre l'exigence d'ouverture totale d'un marché qu'on nous impose et un niveau élevé d'exigences en termes de qualité de service et de qualité d'emploi est-il respecté ou le sera-t-il?

03.02 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, je ne dois pas vous rappeler que l'ensemble des partis de la majorité a approuvé cette fameuse troisième directive postale européenne. Il vous appartient donc en tant que ministre de tutelle – c'est ce que vous avez d'ailleurs fait selon les informations dont je dispose – de proposer au gouvernement différentes formules qui doivent permettre d'adapter cette troisième directive à la situation belge, à l'ouverture du marché. Cette ouverture a été, je le rappelle, votée par les libéraux, les sociaux-chrétiens, les socialistes et doit être appliquée pour le 31 décembre 2010.

Vous avez fait une proposition au Conseil des ministres le 19 décembre. Quel est le détail de cette proposition?

Un consensus est-il intervenu en la matière? Le consensus qui était déjà de rigueur au plan européen l'est-il encore au plan fédéral?

Quelles contraintes pensez-vous pouvoir imposer aux opérateurs? En d'autres termes, l'opérateur historique – La Poste – peut-il être rassuré quant à sa pérennité tant sur le plan du service que du personnel? Je suppose que les postiers souhaitent savoir s'ils pourront encore distribuer le courrier.

03.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, monsieur le ministre, je profite de mon interpellation pour faire une remarque préalable à mes deux collègues.

Monsieur Crucke, je crois que vous et votre parti avez tort de penser que la main invisible du marché permettra de créer de l'emploi supplémentaire et de qualité dans le secteur postal, que cela va garantir la qualité du service offert aux citoyens. La qualité de l'emploi et les décisions prises vont dans le sens contraire.

Madame Lalieux, je pense que vous avez tort de mener le combat maintenant. C'est au gouvernement qu'il revenait de prendre d'autres décisions que celles-là. Votre parti s'y trouve, évidemment! Vous me faites penser à ces supporters qui refont le match pendant la troisième mi-temps et qui réécrivent l'histoire!

Monsieur le ministre, lors de sa dernière séance avant de démissionner – il aurait mieux fait de démissionner avant! –, le gouvernement a adopté ces options sur l'organisation de la transposition en droit belge de la directive sur la libéralisation du marché postal. Manifestement, mes collègues ne disposent pas de cette décision mais je l'ai sous les yeux. Pour nous, il s'agissait de fixer par ce biais des conditions d'entrée sur le marché suffisamment élevées pour éviter une concurrence déloyale ou un dumping social, qu'il s'agisse du statut des travailleurs, de la zone de couverture ou de la fréquence de distribution.

Force est de constater à la lecture des choix opérés, notamment la possibilité de recourir à des services indépendants pour le transport du courrier et l'absence d'obligation de couverture totale et quotidienne du territoire, que le gouvernement n'a pas suivi cette option et qu'il n'a pas utilisé la latitude laissée par la directive – comme d'autres pays l'ont fait – pour protéger le service public postal. On peut alors se poser de sérieuses questions sur la viabilité future de La Poste en tant qu'entreprise publique, sur la qualité du service qui pourra être rendu, sur le maintien de l'emploi à La Poste mais aussi sur les coûts différés pour l'État belge. On le voit en matière bancaire: ne pas prendre les bonnes décisions en matière de régulation peut parfois coûter cher voire très cher.

Monsieur le ministre, pourquoi n'a-t-on pas exigé des concurrents potentiels de La Poste une couverture totale et quotidienne du territoire, et ce, dès leur arrivée hypothétique sur le marché?

En tant que ministre de l'Économie, en quoi estimez-vous que les options prises par le gouvernement contribueront à une création nette d'emplois et à un meilleur service pour nos concitoyens?

La position du gouvernement est-elle définitive ou pourrait-elle encore être remise en question?

03.04 Roel Deseyn (CD&V): De zaken waarvan het Parlement zegt dat ze in een bepaalde richting zouden moeten bewegen inzake de vrijmaking van de postmarkt zullen gemeenzaam bekend zijn bij de minister. Ze zijn trouwens ook geformaliseerd in vorige resoluties. Nu de regering de contouren heeft geschetst van de verplichtingen waaraan de nieuwe operatoren moeten voldoen heeft de minister zich ook kritisch uitgelaten over de – ik zou bijna zeggen dotatie maar dat is niet het juiste woord – vergoeding voor de prestaties die De Post levert in het kader van de openbare dienstverlening en voor de zaken die vastgelegd zijn in het beheerscontract afgesloten tussen de overheid en De Post. Dit is nog geldig tot 2010.

De vraag is of in de optiek van de minister de liberalisering kan losgekoppeld worden van de herziening van het beheerscontract, temeer daar hij stelt dat 300 miljoen euro misschien wel een beetje overdreven is. Vandaar mijn vraag of het u opportuun lijkt om dit te gaan wijzigen voor 2010. Wat zijn uw drijfveren? Wat zullen de voornaamste wijzigingen zijn in het beheerscontract tussen de Staat en De Post? Welke taken van openbare dienst moeten absoluut bewaard blijven? Als u het hebt over minder betalen, is daarvoor dan een objectieve basis? Zult u bepaalde zaken gaan afstoten of ziet u die eventueel gerealiseerd door een andere operator? Ik had daar graag wat duiding bij gehad.

03.05 Vincent Van Quickenborne, ministre: Monsieur le président, chers collègues, le Conseil des ministres a trouvé un consensus. Je déplore la remarque du membre Ecolo selon laquelle il aurait été mieux de voir le gouvernement tomber avant la décision. Le gouvernement devait prendre une décision et cela montre que la politique, c'est prendre des décisions et, s'il le faut, trouver un consensus. J'ai entendu la réaction du patron de La Poste qui abat un boulot considérable pour cette entreprise. Il a dit qu'il pourrait vivre avec ce consensus, même si c'est difficile. Ce consensus a été forgé avec les cinq partis du gouvernement. Cela montre que dans un dossier difficile, le gouvernement peut trouver un compromis.

Quelles sont les lignes de force de cette décision? Premièrement, La Poste SA est désignée pour garantir le service postal universel à partir du 1^{er} janvier 2011. Deuxièmement, la portée du service universel n'a fait l'objet d'aucune modification. Pour le citoyen, rien ne va changer. Le service universel est maintenu dans sa forme actuelle. Les facteurs continueront de s'occuper de la distribution du courrier sur tout le territoire, cinq fois par semaine et avec un prix du timbre contrôlé par le gouvernement, un prix du timbre qui est malheureusement un des plus élevés d'Europe, plus élevé que dans des pays où La Poste est libéralisée.

Le monopole sur les envois de correspondance inférieurs à 50 grammes sera levé, puisque telle est la décision de l'Europe, à la date limite du 1^{er} janvier 2011. Le coût du service postal universel sera calculé et annoncé dans les semaines à venir par l'IBPT comme décrit à l'annexe I de la troisième directive postale. Là aussi c'est conforme à ce qui nous est demandé par la directive. C'est la décision du gouvernement: il appartient à l'État belge de garantir la contribution éventuelle au financement du service universel.

En ce qui concerne le dumping social, le gouvernement a pris une décision: demander aux opérateurs postaux, à La Poste mais aussi aux nouveaux entrants de respecter les conditions sociales optimales. C'est-à-dire que toute personne rémunérée pour effectuer la levée, le tri et la distribution est supposée être employée de manière irréfutable sur la base d'un contrat de travail. Donc pas d'indépendant dans ces activités.

Je vous assure que l'inspection sociale opérera des contrôles afin de garantir le respect de ces instructions du gouvernement.

Wij hebben ervoor gekozen om aan de nieuwe postbedrijven op het gebied van geografische dekking voorwaarden op te leggen. Voornoemde voorwaarden bepalen dat een bedrijf na vijf jaar in de drie Gewesten 80% moet bedekken. Dus een operator die enkel in Vlaanderen of Brussel actief wil zijn, zal dat niet kunnen doen.

Dat betekent dat wij er ook voor zorgen dat de postbedrijven ook in minder dichtbevolkte gebieden post

moeten bedelen.

Wij hebben ook voorwaarden op het vlak van frequentie opgelegd. Na twee jaar moet een bedrijf minstens twee keer per week post bedelen.

Ten derde, er werden ook afspraken op het vlak van de tarifaire uniformiteit gemaakt.

Het compromis dat wij hebben gevonden, was uiteraard geen evident compromis. Er staan immers heel veel belangen op het spel, zowel omdat De Post zich aan de marktomstandigheden aan het aanpassen is, als omwille van het feit dat wij, conform de Europese richtlijn, een opening voor de postmarkt wilden maken. De opening moet nieuwe postspelers effectief een kans geven om op onze markt te komen. De markt kan op een heel theoretische manier worden geopend. Het is echter belangrijk dat er effectief nieuwe postbedrijven bijkomen.

De heer Deseyn stelde ook een vraag over het beheerscontract.

Voor alle duidelijkheid, het is niet de bedoeling om het huidige beheerscontract open te breken. Het enige wat de Ministerraad heeft beslist, is dat op het ogenblik van de openstelling van de postmarkt ook de discussie over het nieuwe beheerscontract zal worden gevoerd. Het vierde beheerscontract loopt op 23 september 2010 ten einde. De regering zal op het ogenblik van het sluiten van het vijfde beheerscontract nagaan of De Post de taken die zij nu uitvoert en waarvoor zij wordt betaald, ook in de toekomst nog zal uitvoeren. Ook zal worden nagegaan of bedoelde taken met de vrije postmarkt verzoenbaar zijn.

De overheid betaalt vandaag aan De Post 300 miljoen euro. Dat is in belangrijke mate de vergoeding om de kranten vóór 07.30 uur te bedelen. Ik stel mij publiekelijk de vraag of de belastingbetaler die geen krant heeft, met zijn belastinggeld moet opdraaien voor een vroege bedeling van de krant aan de belastingbetaler die wel een krant heeft. Het zou eerlijk gezegd ook perfect denkbaar zijn dat de kosten van de krantenbedeling niet door de belastingbetaler maar wel door de abonnee worden betaald. Dat zien wij in vele, andere landen. Voorlopig hebben wij voornoemde maatregel bij ons niet doorgevoerd.

In elk geval, in het licht van de komende, moeilijke, budgettaire discussies met de federale regering zullen wij in ons land elke euro drie- tot viermaal omdraaien, vooraleer wij hem zullen uitgeven.

Wij zullen voornoemd debat dus voeren. Op dat vlak zijn er mogelijkheden. Indien van De Post wat minder wordt gevraagd, moet er ook minder worden betaald. Het is evident dat de som die vandaag wordt betaald, wordt betaald in ruil voor de diensten die De Post verleent.

Monsieur Gilkinet, ce que vous nous demandez est étrange! En effet, la troisième directive postale ne permet pas d'imposer des obligations de service universel à tous les opérateurs postaux. On ne peut pas le faire! Ce que nous avons demandé, c'est que La Poste assure la garantie du service universel, c'est-à-dire distribution du courrier sur l'ensemble du territoire chaque jour ouvrable ce, aux mêmes conditions (timbres, tarifs, etc.). Cette tâche a été allouée à La Poste à partir du 1^{er} janvier 2011.

Ce que nous avons imposé aux autres opérateurs, ce sont des critères de qualité très stricts et qui doivent être respectés, c'est-à-dire, comme je l'ai expliqué, une distribution après 5 ans qui couvre 80% du territoire défini en termes de régions. Ce n'est pas avec une couverture à 80% de la Flandre que cette transposition sera respectée! Nous l'avons demandée pour toutes les Régions. Si un nouvel entrant désire être actif sur notre territoire, il ne lui suffira pas d'être actif à Bruxelles. Non! Il devra l'être dans les trois Régions et ce, année après année, avec un critère plus strict. Et une couverture à hauteur de 80%, ce n'est pas rien! Mais exiger de chaque opérateur ce que nous exigeons de La Poste est impensable! Parce que La Poste sera rétribuée pour la prestation de service universel. Ce sera calculé. Nous en connaissons le montant dans les semaines qui viennent. Si nous rétribuons La Poste pour de telles prestations, il serait absurde de demander aux autres opérateurs de faire la même chose sans les payer! Finalement, qui va payer le ticket?

En termes d'économies, je sais que vous étiez contre la directive. En ce qui concerne le marché postal, il convient d'être correct. Je vous invite à visiter la Suède. Je l'ai fait au mois de novembre. La Suède n'est pas un pays ultracapitaliste ou néolibéral. Ce pays offre une grande protection sociale. Vous le savez, puisque vous y faites souvent référence en termes d'écologie. Les Suédois nous apportent beaucoup de choses. En la matière, la Suède a ouvert son marché en 1993. On peut ainsi y constater l'absence de dumping social, un tarif de timbres inférieur au nôtre et la création d'emplois, car un second opérateur œuvre au niveau des

"city mails" en couvrant environ 10% de la clientèle. Cela signifie-t-il que nous allons garder le personnel en place actuellement? Non!

Année après année, on constate une diminution du travail au sein de La Poste. Pourquoi? Je crois que le marché change. Il y a le marché papier et le marché électronique. Je me réfère notamment à des entreprises comme Certipost, Isabel. Comme dans tout marché en mutation, de nouveaux emplois sont créés dans d'autres domaines. La Poste est également en train de changer. Des emplois vont-ils disparaître? Oui! Mais parallèlement, d'autres places vont être créées dans des nouveaux marchés comme le marché électronique, en plein essor.

En ce qui concerne l'accord du gouvernement, monsieur Crucke, c'est un accord entre cinq partis. Cet accord est définitif. Nous sommes en train de préparer les avant-projets de loi qui vont passer par votre commission. Nous pourrions donc en discuter, confronter vos idées, examiner vos amendements. Je pense en effet que ce débat doit aussi être mené au parlement car il est extrêmement important.

03.06 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Je voudrais juste répondre à M. Crucke que les socialistes belges n'ont pas voté la directive au Parlement européen. Ce n'était donc pas un bon consensus. Nous avons perdu. Très clairement. Mais nos députés n'ont jamais voté cette directive...

03.07 Jean-Luc Crucke (MR): Si! Tous les socialistes l'ont votée.

03.08 Karine Lalieux (PS): Non, pas tous!

Par ailleurs, monsieur Gilkinet, nous nous sommes déjà disputés sur cette question. Je crois que le premier travail que j'ai réalisé en 2000 – des députés étaient déjà présents, notamment notre président – était une résolution contre la libéralisation du secteur postal. J'attendais et j'attends toujours d'ailleurs le soutien d'Ecolo. Ne dites pas que nous menons un débat tardif. Le premier débat qui a été conduit l'a été par les socialistes. Nous avons d'ailleurs fait retarder l'application de la libéralisation à 2011, grâce au vote de ce parlement. S'il vous plaît, faites preuve d'un peu de modestie!

Monsieur le ministre, il est vrai que c'est un compromis du gouvernement et cela a été dur puisque nous étions isolés dans nos demandes, notamment au sujet des représentants des travailleurs.

On doit évidemment se féliciter qu'il n'y ait pas d'indépendants ou de faux indépendants comme c'était la pratique en Belgique. Je crois qu'il y a encore beaucoup de discussions au niveau d'une commission paritaire unique, d'un statut unique. Sur ce point, il y a encore du travail à faire. Monsieur le ministre, je voudrais donc vous demander s'il y a encore des débats en cours.

Je voudrais également évoquer le contrat de gestion. Monsieur le ministre, il est évident, en tout cas à mes yeux de parlementaire, qu'il ne peut y avoir d'avant-projet de transposition de la directive sans un futur contrat de gestion.

Monsieur le ministre, je commence à vous connaître et vous me faites peur! Vous respectez ce que le gouvernement vous dit mais, parallèlement, vous dites que le contrat de gestion présente aussi certains éléments, discutés ou non, par exemple que l'on ne financera plus la distribution des journaux avant 06.30 heures ou 07.30 heures du matin. Le consommateur devra le financer lui-même. Je ne dis pas que c'est bien ou pas. Cependant, je n'accepterai pas de voter une loi qui ne sera pas liée à un contrat de gestion garantissant, par exemple, les bureaux de poste ou les missions de service public que la Belgique peut encore imposer à un moment donné à son opérateur historique.

Monsieur le ministre, je serai encore plus vigilante au sein de mon parti pour exiger la clarté! Vous dites que vous envisagez de sortir certaines missions de service public de ce contrat de gestion. C'est totalement inacceptable, d'autant plus que vous dites également que la négociation du budget de La Poste sera difficile tout comme les négociations budgétaires futures! Je m'en rends bien compte. Il ne faudrait cependant pas qu'une fois la directive secondaire votée, l'on dépèce ce qu'il reste des autres missions de service public postaux, notamment nos réseaux de bureaux de poste. Deux résolutions bien plus exigeantes sont sur la table. On n'a pas encore tenu ce débat ici mais je vous garantis qu'elles seront jointes au niveau de la directive secondaire.

J'entends le ministre dire qu'il s'agit là d'un débat important et qu'un vrai débat se tiendra au parlement; je l'espère vraiment! J'espère aussi que nous pourrons trouver des consensus pour améliorer encore le texte.

Monsieur le président, vous avez proposé une mission en Suède. Vous parlez d'une situation idyllique en Suède. Pour ma part, je constate plutôt la destruction d'un vrai service et une insatisfaction totale de la clientèle. Je vous rappelle que les États-Unis n'ont jamais libéralisé le secteur postal et ils ne le feront pas: ce serait vraiment n'importe quoi sur le plan économique.

03.09 Jean-Luc Crucke (MR): Mme Lalieux a raison de dire que les parlementaires socialistes belges n'ont pas voté la directive. Je faisais référence au groupe socialiste européen qui l'a votée. Ce dossier n'est pas facile, je vous l'accorde. Toutefois, je constate que le patron de La Poste, lui-même socialiste, est satisfait.

Ou il le deviendra. Je constate que les ministres socialistes du gouvernement se sont engagés dans un consensus et ont donc manifestement rejoint les parlementaires européens du groupe socialiste, en tout cas majoritaire, dans la directive; il reste toujours quelques esprits retors pour s'en rendre compte.

Je constate qu'il y a consensus entre cinq partis, mais le débat doit encore avoir lieu au Parlement, et c'est de bonne guerre aussi puisqu'on entendra sans doute l'un ou l'autre son de cloche différent.

Moi, je me satisfais, dans un dossier aussi difficile, d'observer que le gouvernement a pu prendre cette décision. Je trouve que vous deviez, comme vous l'avez fait ici, monsieur le ministre, le rappeler. Si j'entends bien certains, on vous demande même plus: on vous demande d'aller au contrat de gestion. Je ne sais si votre collègue Vanackere sera d'accord de se voir dépouillé d'une partie de ses compétences. Cela dit, pourquoi pas? Comme vous avez bien réussi dans ce dossier, on pourrait vous faire confiance pour un autre, mais c'est une autre chanson! On y reviendra peut-être.

03.10 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, c'est vrai qu'on attend d'un gouvernement qu'il prenne des décisions, mais qu'il prenne de bonnes décisions, en l'occurrence celle du 19 décembre n'en est pas une. Pourtant j'ai entendu un argument resservi fréquemment: le patron de La Poste dit qu'il peut vivre avec. J'en viens à me demander s'il est vraiment le meilleur défenseur du service public postal!

Rien ne changera, paraît-il, pour les consommateurs. Peut-être qu'en temps zéro, ce sera le cas, mais cela évoluera certainement. Vous dites qu'il n'y aura pas de dumping social: il est vrai que les travailleurs des entreprises privées qui entreront dans le marché postal devront bénéficier d'un contrat de travail, mais sans préciser s'il s'agit d'une heure, de deux heures ou minimum d'un mi-temps.

Après cinq ans, il faudra distribuer sur 80% du territoire, mais la première année 10%, la deuxième année 20%. Cependant, 80% ne vaut pas 100% et les zones non desservies seront les zones rurales les plus éloignées, celles déjà les moins bien servies par le service public. De même, le courrier pourra être distribué deux jours par semaine. Voilà qui fera des dégâts: concurrence accrue, accélération des licenciements à La Poste. Un jour, La Poste refusera de ne pas jouir des mêmes conditions que les concurrents privés qui peuvent ne pas distribuer tous les jours, ne pas couvrir l'entièreté du territoire. C'est ainsi que les choses se passeront!

La création nette d'emplois n'existera pas; c'est clair. Je suis d'accord que le marché postal n'est plus ce qu'il était et qu'il faut vivre avec son temps. Mais vous le rendez encore plus difficile.

Sur l'aide indirecte à la presse, qui est la distribution des quotidiens aux abonnés, je ne peux pas suivre votre raisonnement, surtout dans un contexte démocratique qui est le nôtre et par rapport à l'importance que les gens accordent à l'information. Nous sommes bien dans un modèle "win-win", qui soutient à la fois le marché postal en termes de demandes, mais qui soutient aussi les entreprises de presse et les journalistes qui nous informent, bien ou mal, en contribuant à une conscience démocratique.

Le modèle européen repris dans la directive que l'ensemble des Verts a combattue au Parlement européen laisse des possibilités qui n'ont pas été utilisées par le gouvernement belge.

Mon modèle n'est pas suédois, il est finlandais. En Finlande, le marché est ouvert et il n'y a pas de concurrent à la poste finlandaise; celle-ci peut continuer à effectuer son travail dans le cadre d'un marché, certes en diminution, mais qui s'organise.

Que votre idéologie – vous la présentez comme telle et c'est respectable en démocratie – soit de libéraliser, c'est une chose, mais qu'elle devienne celle de l'ensemble du gouvernement, ce qui implique la responsabilité de chacun des acteurs, à savoir l'Open Vld, le CD&V, le MR, le cdH et le PS, c'est une autre chose!

Il y aura un deuxième tour. Les textes nous seront soumis ici en commission puisque tout cela devra être traduit dans un projet de loi. Nous combattons ces textes pour relever la barre en termes d'exigences pour les concurrents privés de La Poste, pour corriger le tir. À cette occasion, j'espère que j'aurai le soutien de ceux qui disent aujourd'hui que la situation n'est pas idéale.

Comme un "tiens vaut mieux que deux tu l'auras" et que Mme Lalieux aime les actes forts, je dépose – comme je l'ai déjà fait dans cette commission à la suite de l'interpellation de votre collègue en charge des Entreprises publiques – une motion de recommandation dont je ne doute pas qu'elle recevra un soutien puissant en séance plénière.

03.11 Roel Deseyn (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het is interessant om deze vraag vanmiddag nog eens te berde te brengen. Ze heeft blijkbaar wat losgemaakt, ook bij de collega's. Het gaat over het eventueel verminderen van dat bedrag van 300 miljoen euro. Aanvankelijk meende ik dat de discussie ging over de vraag of er niet te veel betaald werd, of het elders niet goedkoper zou kunnen worden uitbesteed. Nu lijkt de discussie meer georiënteerd te zijn op de kwestie of de overheid niet beter afbouwt in enkele zaken die zij ondersteunt, of alleszins of de overheid niet meer actief zou ondersteunen, wat natuurlijk een heel ander verhaal is. U hebt het concrete voorbeeld van de krantenbedeling, wat de verdienste heeft dat u een duidelijk standpunt inneemt. Uiteraard kan daarover nog gediscussieerd worden.

Er is een studie onderweg van het BIPT. Die studie was aangekondigd voor deze maand. Ik weet niet of u daarover al voorlopige bevindingen kwijt kunt, of u die studie al hebt kunnen inkijken. Wanneer kan die studie aan onze commissie worden meegedeeld?

Ik stel mij ook vragen bij de methodiek. Als het nog niet geweten is tegen welke tarieven de alternatieve operatoren zullen werken, kan nu dan al worden becijferd wat van de kosten moet worden weggetrokken?

Ik neem aan dat de studie veeleer zal staan in het licht van de vraag of de overheid dat nog moet bekostigen. Die vraag zal de insteek zijn van de discussie. Misschien kunt u daar nog iets over zeggen. Kunt u die studie zo vlug mogelijk ter beschikking stellen van deze commissie, zodat wij die discussie met objectieve argumentatie voort kunnen voeren?

03.12 Minister Vincent Van Quickenborne: Mijnheer de voorzitter, ik wil gerust die studie, eenmaal ze klaar is, bezorgen aan de commissie. Daar heb ik geen probleem mee, dus ik zal dat doen.

Er is een vraag gesteld in verband met de gelijktijdigheid van het beheerscontract en de omzetting van de derde postrichtlijn. In verband met het beheerscontract zullen wij discussies voeren in de schoot van de regering, zodanig dat we goed voorbereid zijn. Ook De Post is er trouwens vragende partij voor, om op tijd te weten, voor het nieuwe, vijfde beheerscontract, welke de condities zullen zijn. Ik ben ervan overtuigd dat wij, op het moment van de omzetting van de derde richtlijn, ook de uitslag zullen kennen van wat in het vijfde beheerscontract zal staan.

Voor de rest stel ik voor dat wij die discussie voortzetten op het ogenblik dat het wetsontwerp hier voorligt. Ik kan mij voorstellen dat wij over bepaalde elementen nog van gedachten kunnen wisselen. Ik meen echter dat het een evenwichtig akkoord is, dat ook beantwoordt aan de richtlijn en de filosofie van de richtlijn, die stelt dat voor de postmarkt, zoals wij dat eerder gedaan hebben voor de telecommarkt, een openstelling een goede zaak is.

Ik herinner mij zeer goed dezelfde discussies die men in dit Parlement heeft gehad over de openstelling van de telecommarkt. Ook toen was een aantal partijen daar compleet tegen en waren andere partijen daar voorstander van. Men kan toch moeilijk zeggen dat de openstelling van de telecommarkt bij ons een slechte zaak zou zijn geweest. Integendeel, ik hoor veel collega's op verschillende banken ervoor pleiten om die markt nog meer te openen. In die zin denk ik dat het een goede zaak is geweest.

Voor De Post meen ik dat we dezelfde weg moeten volgen. Dat is geen ideologische weg, maar een weg

waarop we zowel de consument als de innovatie kunnen dienen. Het feit dat we dit met de verschillende partijen in de regering hebben gedaan, bewijst dat dit een debat moet zijn dat we over de partijgrenzen moeten voeren en dat niet volledig mag beladen worden met ideologische gezindheden.

03.13 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Nous étions contre la directive, nous sommes opposés à la manière dont elle sera appliquée. Personnellement, je ne considère pas qu'il s'agisse d'un accord équilibré au sein du gouvernement – et c'est la responsabilité de chacun des cinq acteurs. Il y a une erreur à comparer la libéralisation du marché postal à la libéralisation du marché des télécoms. Le cadre est très différent. Il y a cumul pour l'entreprise postale de la baisse de la demande, de l'utilisation du support papier et de cette concurrence. Ce cumul va conduire à de nombreuses pertes d'emploi dont nous n'avons pas besoin vu le contexte économique.

Pour terminer, je vous demanderai encore des explications quant aux déclarations sur la distribution des quotidiens par La Poste. La remise en cause de ce service que vous avez évoquée me semble très grave, comme je l'ai dit à l'instant.

Motions

Moties

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.
Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Georges Gilkinet et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Georges Gilkinet
et la réponse du ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
demande au gouvernement

1. de réaffirmer son soutien à La Poste en tant que prestataire de service universel et d'assurer des garanties de service aux utilisateurs de La Poste et d'emploi aux travailleurs de La Poste;
2. de revoir en conséquence sa décision du 18 décembre relative à la libéralisation du secteur postal dans le sens d'une meilleure protection de l'opérateur postal public;
3. d'exiger notamment de la part d'éventuels nouveaux entrants:
 - en termes de conditions de travail, qu'ils assurent l'acheminement du courrier par des salariés, qu'ils garantissent à l'ensemble de leurs salariés au minimum un contrat d'une durée de travail d'un mi-temps et qu'ils ne puissent recourir au travail intérimaire que dans des situations exceptionnelles;
 - en termes de couverture du territoire, qu'ils couvrent 100% du territoire dès la première année, y compris les zones les moins densément peuplées;
 - en termes de fréquence de distribution, qu'ils assurent une distribution cinq jours semaine, dès la première année d'activités;
4. de plaider au niveau européen pour le maintien de l'exonération de TVA dont bénéficie actuellement l'opérateur postal historique.”

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Georges Gilkinet en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Georges Gilkinet
en het antwoord van de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
vraagt de regering

1. haar steun aan De Post als universele dienstverlener opnieuw te bevestigen en de gebruikers van De Post waarborgen te bieden op het stuk van de dienstverlening en de werknemers op het stuk van de werkgelegenheid;
2. haar beslissing van 18 december betreffende de liberalisering van de postsector te herzien in die zin dat de openbare postoperator een betere bescherming wordt geboden;
3. mogelijke nieuwe actoren op de postmarkt de volgende eisen op te leggen:
 - wat de arbeidsvoorwaarden betreft: dat de postbezorging door personeel in loondienst zou gebeuren, dat alle werknemers ten minste een halftijdse arbeidsovereenkomst zou worden gewaarborgd en dat slechts in uitzonderlijke omstandigheden van uitzendarbeid gebruik zou worden gemaakt;
 - wat de dienstverlening betreft: dat ze vanaf het eerste jaar het volledige grondgebied zou bestrijken, met inbegrip van de dunbevolktste gebieden;
 - wat de frequentie van de postbezorging betreft: dat de post met ingang van het eerste activiteitsjaar vijf dagen per week zou worden bezorgd;

4. op het Europese niveau het behoud van de btw-vrijstelling die de historische postoperator momenteel geniet, te bepleiten."

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Ine Somers et par M. Jean-Luc Crucke.

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Ine Somers en door de heer Jean-Luc Crucke.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

04 Question de Mme Marie-Martine Schyns au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'arrivée de l'opérateur virtuel de téléphonie mobile Blyk sur le marché belge" (n° 9784)

04 Vraag van mevrouw Marie-Martine Schyns aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de komst van de virtuele mobiele telefonieoperator Blyk op de Belgische markt" (nr. 9784)

04.01 Marie-Martine Schyns (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, en janvier, un nouvel opérateur de téléphonie mobile a fait son apparition en Belgique.

Ma question date du mois de décembre 2008 et, depuis, la situation a probablement évolué. Il s'agit d'une société qui s'appelle Blyk et d'origine finlandaise. Sa particularité est de s'adresser uniquement aux jeunes de 16 à 24 ans, auxquels elle offre des unités d'appel gratuites, des sms gratuits. En échange, ils reçoivent de temps à autre des publicités sur leur gsm, des publicités pour un film, un livre ou une boisson énergétique. En un an, elle espère trouver entre 40.000 et 50.000 jeunes clients.

Monsieur le ministre, l'arrivée de cet opérateur virtuel, financé par la publicité, ne risque-t-elle pas de créer une concurrence déloyale par rapport aux autres opérateurs? Le cadre légal actuel le permet-il? Cet opérateur, qui s'adresse spécifiquement aux jeunes, ne risque-t-il pas d'entraîner une vulnérabilité à la publicité? Il s'agit plutôt d'un problème éthique. Envisagez-vous d'encadrer l'envoi de ces messages publicitaires, afin d'éviter tout message à risque. Je pense notamment aux boissons énergisantes. Cet opérateur pourrait-il ne pas permettre aux personnes âgées de plus de 24 ans de s'inscrire à son offre, ce qui induit une discrimination basée sur l'âge? Pouvez-vous me communiquer les critères qui doivent être respectés par les opérateurs virtuels de téléphonie mobile pour accéder à notre marché en Belgique?

04.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Monsieur le président, chère collègue, votre question se rattache à la question n° 113 posée par Mme Pécriaux, à laquelle j'ai répondu le 6 octobre 2008. Pour autant que l'opérateur virtuel visé respecte notamment les règles relatives à l'accès au marché, aux pratiques de commerce, au commerce électronique et au respect de la vie privée, je ne vois pas comment il pourrait être question de concurrence déloyale vis-à-vis d'autres opérateurs ni quel obstacle légal pourrait interdire une telle pratique.

Il y a quelques jours, mon administration a eu un entretien avec le CEO, le chef d'entreprise de Blyk tout récemment entré en fonction. Lors de cet entretien, le concept a été expliqué et l'administration a attiré l'attention sur plusieurs législations particulièrement importantes.

Le démarrage effectif des activités n'est prévu que dans quelques mois. L'entreprise s'adressera au groupe des jeunes âgés de 16 à 24 ans. Aucun utilisateur ne sera admis en dehors de cette catégorie d'âge. Le fonctionnement et les règles exactes en la matière doivent encore être élaborés. Le groupe cible auquel cette entreprise s'adresse peut faire preuve de suffisamment de discernement pour évaluer l'offre de cette entreprise.

Compte tenu des dispositions relatives aux pratiques commerciales déloyales, en particulier celles qui interdisent d'abuser de la faiblesse d'un groupe spécifique, comme les jeunes, l'entreprise devra se montrer particulièrement prudente dans le domaine de l'information et de la communication.

J'estime que les législations disponibles offrent un encadrement suffisant pour empêcher les abus, de sorte que je n'envisage pas de prévoir des règles supplémentaires.

En ce qui concerne votre question sur une discrimination éventuelle, je vous renvoie à ma collègue en charge de l'Égalité des chances.

Conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, la simple fourniture de services de communications électroniques, comme c'est le cas pour cet opérateur virtuel de téléphonie mobile, ne nécessite qu'une déclaration préalable, une "notification" selon les termes de la loi, auprès de l'IBPT.

04.03 Marie-Martine Schyns (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie de m'avoir fait part de ce qui s'est dit lors de l'entretien que vous avez eu avec le chef d'entreprise. Je me réjouis aussi d'entendre qu'avant le démarrage, certaines choses doivent encore être mises en place. Certaines règles doivent notamment encore être élaborées pour bien cibler les 16-24 ans.

Je ne manquerai pas d'aller vérifier la législation relative à la communication et aux publicités qui pourraient être ciblées sur les côtés vulnérables des jeunes, par exemple en ce qui concerne les boissons. Je reviendrai ensuite vers les ministres compétents en fonction de la mise en place de ce nouvel opérateur.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de sociale telecomtarieven" (nr. 9786)

05 Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les tarifs sociaux en matière de télécommunications" (n° 9786)

05.01 Roel Deseyn (CD&V): Mijnheer de minister, deze vraag betreft de sociale telecomtarieven, enerzijds het engagement daaromtrent, dat u vroeger had aangekondigd en anderzijds inzake de financiering en de opvolging van het dossier concreet voor de mensen die in aanmerking komen. In een van de vorige commissievergaderingen, al een tijdje terug, had u extra aandacht verleend aan de vraag of er breedbandinternet zou komen voor iedereen. Dat is eigenlijk een noodzakelijke voorwaarde om te participeren in de samenleving, onder meer om informatie op te zoeken en om het nieuws te raadplegen.

De Raad van ministers van Telecom kwam in november samen. Ik had graag wat meer uitleg gehad bij het Belgische standpunt. Was u daar aanwezig? In welke richting hebt u het debat daar gestuurd? Wat is er afgesproken? Waarom is men er al dan niet in geslaagd breedband op te nemen in de universele dienst?

Wat betreft de financiering in België laat het BIPT in zijn jaarverslag weten dat de berekening van de compensaties werd opgeschort. Dat geldt ook voor de inning van die compensaties. Er wordt gewacht op een stabiele regeling voor de financiering van de universele dienst. In welke zin zal de financiering van de universele dienst hervormd worden? Wanneer zal het regulerend kader en het bijbehorende wetsontwerp klaar zijn? Het is immers iets waar men al een tijdje naar uitkijkt.

Wat betreft de concrete opvolging voor de mensen die in aanmerking komen voor een sociaal telefoontarief, verifieert het BIPT of de aanvrager aan de voorwaarden voldoet. Dat is deels geautomatiseerd. In 2007 vereisten echter 32.892 van de 49.551 nieuwe aanvragen voor het sociaal tarief een individuele behandeling door het BIPT. Is ook voor die gevallen geen geautomatiseerde behandeling mogelijk? Beschikt men misschien over onvoldoende gegevens? Is er een probleem met de Kruispuntbank voor de sociale zekerheid? Hoeveel manuren worden er door het BIPT per jaar besteed aan de administratie van die sociale telecomtarieven, de inning en de toekenning ervan?

05.02 Minister Vincent Van Quickenborne: Wat betreft uw vraag over het Belgisch standpunt, herinner ik u eraan dat wij ons altijd geëngageerd hebben voor de opname van breedbandinternet in de universele dienstverlening. Onder het Frans voorzitterschap zijn we echter niet tot een consensus gekomen. Er zijn al discussies geweest en posities bekendgemaakt. De Commissie heeft voor de tweede helft van 2009 de publicatie aangekondigd van een definitieve mededeling over de tweede herziening van de draagwijdte van de universele dienst. België verdedigt dus de positie dat breedband moet worden opgenomen in de universele dienstverlening.

Ten tweede, wat de financiering betreft, het Hof van Justitie heeft nog geen arrest gewezen in de lopende zaak, maar conform het Europees recht wordt de methode voor de berekening van de kosten van de sociale tarieven ter discussie gesteld. Pas nadat het arrest is gewezen, zal de Belgische reglementering desgevallend worden aangepast.

Ten derde, de geautomatiseerde behandeling van een aanvraag tot toekenning van het sociaal telefoontarief volstaat wanneer de informatie of het statuut van een persoon onder bevoegdheid van de sociale zekerheid valt. Dat is het geval voor een alleenstaande wanneer de aanvrager ouder is dan 65 jaar of een uitkering voor een handicap ontvangt die wordt verleend door de administratie Sociale Zekerheid, en voor een persoon met een verhoogde financiële tussenkomst in de gezondheidszorg of die de inkomensgarantie voor ouderen geniet.

In de overige gevallen is inderdaad een manuele ingreep nodig, meestal om de inkomensvoorwaarden te verifiëren wanneer de aanvragers of de samenwonenden vanuit het oog van de Sociale Zekerheid geen bijzonder statuut hebben dat die verificatie mogelijk maakt. De kans bestaat echter dat die situatie op middellange termijn zal verbeteren, omdat het BIPT recent een verzoek heeft gestuurd naar de administratie Financiën om een werkgroep op te richten met de bedoeling de verificatie van de voorwaarden in verband met het inkomen te automatiseren door toegang te krijgen tot bepaalde gegevens van de FOD Financiën en dat via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. We zetten dus de stap naar automatisatie verder, op voorwaarde dat we natuurlijk toegang hebben tot de gegevens die nodig zijn om iets automatisch toe te kennen.

Op dit ogenblik worden 7,5 voltijdse equivalenten ingezet op de dienst die de toekenning en de verificatie van het recht op sociaal telefoontarief beheert, om uw laatste vraag te beantwoorden.

05.03 Roel Deseyn (CD&V): Mijnheer de minister, wanneer de diensten van de Europese Unie in de tweede helft van 2009 iets publiceren, hoop ik dat dat ons niet voor een voldongen positie plaatst. In het licht van het Belgisch voorzitterschap in 2010 zou het jammer zijn mocht het dossier definitief afgesloten worden. Mocht België een van de partners zijn die de lead nemen in het dossier, zou het niet slecht zijn om het dossier nog even wat tijd te geven en daarvan een concrete uitdaging maken in het kader van het Belgische voorzitterschap. Als de tekst negatief dreigt uit te draaien, dan graag een pleidooi voor uitstel. Ik denk dat het belangrijk zal zijn om onze Belgische agenda te vullen met enkele concrete punten. Daar kunnen wij in het kader van de agenda met de werkpunten van België, waaronder de kenniseconomie, zeker iets aan doen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het BIPT" (nr. 9788)

06 Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'IBPT" (n° 9788)

06.01 Roel Deseyn (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb enkele vragen over het jaarverslag van het BIPT, dat een interessant document is om de telecomregelgeving en de implicaties van de regelgeving en de regie van de marktwerking in België te volgen.

Het jaarverslag van 2007 werd vrij laat gepubliceerd. Men wachtte misschien nog op enkele gegevens, maar ik denk dat dit niet alles kan verklaren. Het werd eind 2008, op 11 december, gepubliceerd. Dat is jammer, ook omdat wij zien dat men in andere sectoren tot een snellere publicatie kan overgaan.

Mijnheer de minister, ik vraag mij af wat de wettelijke termijnen voor het publiceren van het jaarverslag zijn? Waarom werd dit zo laat gepubliceerd? Als men moet wachten op enkele cijfers of parameters kan men misschien overgaan tot een voorlopige publicatie. Dat zou ons toelaten om de zaken van meer nabij op te volgen.

Een andere zaak is de mandaten van de leden van de raad van bestuur. De bestuurstermijn loopt dit jaar af. Ik denk dat het belangrijk is dat met de nieuwe bestuurders wordt afgesproken om de markt maximaal open te breken. Dat is ook uw wens.

Het is zo dat het statuut inzake bezoldiging via een KB wordt geregeld. Het zou niet slecht zijn dat een deel van het loon variabel is en wordt gekoppeld aan het al dan niet welslagen om de markt open te breken. Wij doen dat natuurlijk vanuit een bezorgdheid voor de consument, wat hopelijk tot een tariefverlaging zal leiden. Ik had graag hierover uw mening gekend, mijnheer de minister.

Men heeft ook een onderzoek gedaan naar de macro-economische gevolgen van het openstellen van de

kabel. Dat past ook in deze problematiek. Het zou goed zijn om ook inzicht te hebben in de resultaten van dit onderzoek. Kunt u dit ook aan deze commissie meegeven?

Tot slot, wat met de benoeming van de nieuwe leden van de raad van bestuur? Gaat dat nog steeds over vier personen? Zijn dat mandaten die kunnen worden verlengd? Moet iedereen zijn mandaat ter beschikking stellen? U hebt naar aanleiding van een vraag in de plenaire vergadering ook gezegd dat dit eerstdaags wordt gepubliceerd. Ik heb het nog niet kunnen vinden in het publicatieblad. De termijnen lopen af. Hoe zit het nu met de procedure? Waar staan wij op 26 januari met de benoeming van de nieuwe bestuurders van de raad van bestuur van het BIPT?

06.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Deseyn, de publicatie was inderdaad vrij laat. Ik heb dat ook opgemerkt. Er zijn echter verzachtende omstandigheden die volgens mij eenmalig zijn. Ten eerste, het contract voor de uitgave dat het BIPT aan een uitgever bond, liep eind 2007 af. Ten tweede, er is voor gekozen om dit voor het eerst in een elektronische vorm te publiceren. Die aanpassing vergde blijkbaar enige gewenning. Ten derde, aan het jaarverslag waarvan u nu kennis hebt genomen, is een hele reeks cijfers toegevoegd in een interessante statistische bijlage die vroeger onder de verantwoordelijkheid van het raadgevend comité voor de telecommunicatie ressorteerde, maar nu door het BIPT zelf moet worden gedaan. Daardoor is de vertraging te verklaren.

Voor mij is bedoelde vertraging voor de toekomst evenwel niet verschoonbaar.

Ten tweede, u maakt een suggestie over de resultaatgerichte verloning. Dat is een heel interessante suggestie. Ze moet echter niet beperkt blijven tot regulatoren. Het is een suggestie die goed zou zijn voor het beter doen functioneren van de hele overheid. In het raam van het beter motiveren van ambtenaren kan de resultaatgebonden verloning zeker als een van de instrumenten naar voren worden geschoven.

Dat geldt ook voor het BIPT. Ter zake moeten wij echter rekening houden met het specifieke karakter van het mandaat, dat, zoals u weet, zes jaar loopt.

Ten derde, in verband met het onderzoek dat aan Analysis werd toegewezen, worden op dit ogenblik de voor- en de nadelen afgewogen: de technische, financiële en juridische haalbaarheid van het openstellen van de kabel, de mogelijke impact op de alternatieve netwerkexploitanten en de mogelijke gevolgen op het BROBA en BRUO-aanbod van Belgacom.

De resultaten van voornoemd onderzoek worden in mei 2009 verwacht in het kader van een ontwerpbesluit van marktanalyse.

06.03 **Roel Deseyn** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik begrijp uit uw uitleg dat u kan leven met de niet gelay-oute en voorlopige versie, vooraleer het definitieve document wordt afgeleverd.

De suggestie inzake een variabele vergoeding kan, indien ze wordt opgevolgd, in het koninklijk besluit worden opgenomen. Het is nu het moment om zulks te doen.

Ik had ook een vraag gesteld over de benoeming van de leden van de raad van bestuur van het BIPT. Ze werd weliswaar niet schriftelijk vermeld, maar is niettemin heel actueel en acuut. Wat is er met bedoelde benoeming? Wij hebben in november en december 2008 al over de kwestie gesproken. Ik heb echter nog niets over de openstelling teruggevonden. Een en ander zou in november of december 2008 al gepubliceerd zijn.

Waar staan wij op dat vlak? De termijnen zijn verlopen. Het mandaat van de bestuursleden loopt af. Wat biedt de openstelling van de mandaten inzake samenstelling en aantal leden? Waar kan worden gereageerd? Waar kan worden gepostuleerd?

Dat is een heel concrete vraag van de mensen die zich geroepen voelen om voornoemde taak in de toekomst te vervullen. Het gaat om heel belangrijke ambtenaren. Wij moeten dus zeker de nodige tijd nemen voor de selectie en voor een goede voorbereiding. Ik vrees dat, indien de mandaten nog niet formeel werden opengesteld, de samenstelling niet erg transparant zal zijn.

06.04 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mijnheer de voorzitter, ik wil even kort reageren.

Ik verneem dat de openstelling van de kandidaturen nu voor publicatie bij het Belgisch Staatsblad ligt. Nu is het aan het Belgisch Staatsblad om te publiceren. Het is dus een kwestie van enkele dagen om de openstelling gepubliceerd te krijgen. In de publicatie worden alle voorwaarden en condities vermeld om te kunnen postuleren.

Zoals u terecht opmerkt, is het voorgaande een belangrijke beslissing. Wij moeten immers tot de aanstelling van vier leden van de nieuwe raad van bestuur overgaan.

De openstelling zal dus via het Belgisch Staatsblad kunnen worden vernomen. Eenmaal dat is gebeurd, zullen de postuleringstermijnen worden bekendgemaakt evenals de namen van de juryleden die moeten oordelen over de kandidaten en uiteraard over de benoeming in de komende maanden.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Questions jointes de

- M. Xavier Baeselen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le blocage en Belgique de tous les sites internet à caractère pédophile" (n° 10027)

- M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le blocage de sites internet" (n° 10413)

07 Samengevoegde vragen van

- de heer Xavier Baeselen aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het blokkeren in België van alle pedofiele internetsites" (nr. 10027)

- de heer Roel Deseyn aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het blokkeren van internetsites" (nr. 10413)

07.01 Roel Deseyn (CD&V): Mijnheer de minister, u hebt aangekondigd dat u websites met illegale inhoud zou blokkeren. Ik denk dat uw uitspraken ook gebaseerd worden op het rapport van de Federal Computer Crime Unit. Daar constateert men immers jaarlijks 800 tot 1.000 buitenlandse websites met een heel dubieuze inhoud, meer specifiek kinderporno. Dat blijkt uit de documenten van de FCCU.

Er wordt geopperd dat de internetdienstenleveranciers verplicht zouden worden om hun DNS-servers aan te passen telkens wanneer men vaststelt dat er vanaf een bepaalde domeinnaam illegale inhoud wordt aangeboden. Dat is natuurlijk een heel nobele doelstelling die we uiteraard voor 200% onderschrijven. Over de werkbaarheid en de methodiek van een dergelijk systeem moeten wij echter zeker van gedachten wisselen. We moeten bekijken hoe we positieve dingen kunnen doen zonder andere zaken te hypothekeren die zeer wenselijk zijn, technologisch en vanuit het gebruikersstandpunt. Een internetfilter klinkt mooi. Het is echter een stukje censuur dat men moet inbouwen en dat vaak ook ongewenste effecten genereert. Zo zouden artikels met wetenschappelijke bijdragen of parlementaire discussies die over het delicate onderwerp gaan ook geblokkeerd of uitgesloten kunnen worden. Er zijn nog geen echt werkbare voorbeelden van.

Ik had graag geweten of u bij de aankondiging in de media een duidelijke doelstelling voor ogen had rond het blokkeren aangezien filteren niet echt zo adequaat is. Het zou misschien enkele gebruikers tegen ongewenste beelden kunnen beschermen maar de vraag is of men dan de servers kan afsluiten waar een spoor zou zijn van mogelijke illegale content. Dat is immers zeer moeilijk af te bakenen. Ik baseer mij daarvoor ook op een Nederlandse studie. Men heeft een zwarte lijst gemaakt van websites die gehost werden en die de dubieuze content genereerden. Mede door een goede samenwerking met justitie heeft men daar heel wat problemen aan de bron kunnen aanpakken. Misschien zou dat hier ook kunnen. Dat zou minstens kunnen blijken uit verder onderzoekswerk.

Die internetfilter heeft een aantal technische beperkingen. Ik heb het zonet al gezegd. We creëren dan een spanning met de informatiegaring en met de vrije meningsuiting over belangrijke topics. Als het gaat over blokkeren met betrekking tot domeinnamen meen ik dat dit weinig adequaat is want men kan heel gemakkelijk switchen van domeinnaam. Er zijn echter ook andere technieken waarbij men niet via een domeinnaam hoeft te opereren. Ik denk aan chatkanalen, peer-to-peernetwerken, webcamverkeer, nieuwsgroepen enzovoort. Als men echt zou overgaan tot het opstellen van een zwarte lijst en servers gaat blokkeren, dan zal maximale transparantie nodig zijn over het aanleggen, bijhouden en updaten van deze lijst. Dat vraagt natuurlijk veel manuren.

Het is een heel nobele doelstelling om zaken te gaan blokkeren en content te gaan weren, zeker als het gaat

over de exploitatie van kinderen. Daar zijn echter veel vragen bij te stellen. Welke inhoud zal er gefilterd worden? Wie zal dat gaan bepalen? Hoe gebeurt de democratische controle daarop?

Wie zal dat bepalen? Hoe gebeurt de democratische controle daarop? Met welke concrete doelstelling gebeurt dit? Worden daarin nu al geografische patronen gedetecteerd, zoals in Nederland het geval is geweest? Wie zal die eventuele zwarte lijst gaan beheren?

Zal men ook andere media gaan filteren? Er zijn filters op gebruikersniveau om bepaalde contents te weren, maar er zijn ook filters hoger in het netwerk. Zal dat naast het websiteverkeer ook van toepassing zijn op andere communicatiekanalen tussen gebruikers onderling? Gaat het met andere woorden over backbone filtering, over domeinfiltering? Veel van die filters zijn immers te omzeilen.

Dat vraagt een grote investering. Is reeds in kredieten voorzien? Hoe zult u uw nobele doelstelling, die u in de pers hebt aangekondigd, praktisch en operationeel kunnen doorvoeren?

07.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Deseyn, het is in elk geval zo dat de inspanningen die in een aantal landen in Europa zijn geleverd hun vruchten hebben afgeworpen. Wij hebben samen met de goede collega's gevraagd om een spoedvaart achter het dossier te zetten.

Er zijn natuurlijk een aantal belangrijke vragen, bijvoorbeeld wie stelt die lijst op? Bij ons lijkt het het meest aangewezen dat de FCCU dat doet, maar als ze dat doet moet ze daartoe ook de wettelijke bevoegdheid hebben. Ze kan niet zomaar out of the blue die lijst opleggen zonder discussie. Dat is niet de bedoeling.

Wij hebben daartoe een werkgroep samengesteld met specialisten van Justitie, Binnenlandse Zaken en mijn departement. Daaruit blijkt dat in het Wetboek voor Strafvordering in artikel 39bis, §3, tweede lid staat waarop de FCCU de bevoegdheid zou kunnen baseren om een dergelijke lijst op te stellen. Dat is een eerste zaak die ik aan u wilde meedelen.

U hebt gevraagd op welke manier wij de inhoud gaan filteren. Voor elke inbreuk zal een proces-verbaal worden opgesteld en door de FCCU aan het federaal parket worden bezorgd, gezien het vaak ook internationale karakter van die inbreuken. De procureur des Konings kan op basis van artikel 39bis, §3, tweede lid gegevens die strijdig zijn met de openbare orde of de goede zeden ontoegankelijk laten maken met alle passende technische middelen.

Hiertoe zal hij of zij voor elke te blokkeren domeinnaam een kantschrift opstellen aan de providers. De FCCU zal de inhoud van de sites controleren en doorspelen aan het parket, dat zal beslissen of het nodig is om de site te blokkeren. Dat is de werkwijze.

Ik kom tot uw vragen b1 en 2. De doelstelling is om de onschuldige, nietsvermoedende burger die toevallig op een dergelijke website zou verzeilen, te beschermen. Het doel is niet om de pedofielen tegen te houden, aangezien zij andere middelen hebben om die blokkering te omzeilen. De lijst in België is nog niet samengesteld, maar kan op basis van de meldingen van Belgische burgers – dat zijn er tussen de achthonderd en duizend per jaar – en de samenwerking met Interpol worden opgesteld. Sites die in België gelokaliseerd worden, kunnen door politie en gerecht worden aangepakt. Buitenlandse sites worden aan de betrokken buitenlandse instanties gemeld. Websites met foto's en beelden worden gevisieerd; geen peer-to-peer-traffic, livegesprekken en chats. Technisch zullen de buitenlandse sites worden geblokkeerd op de servers van de Belgische internetproviders, zodat hun klanten geen toegang meer hebben tot die buitenlandse sites, door hen af te leiden naar een waarschuwingssite. Iemand die zijn weg kent in de ICT, kan echter wel nog op de bewuste sites geraken. De gemiddelde surfer kan dat niet. Belgische domeinnamen zullen via DNS geblokkeerd worden.

Inzake de middelen die het FCCU ter beschikking heeft, verwijs ik naar collega De Padt, die daarvoor bevoegd is.

07.03 **Roel Deseyn** (CD&V): Mijnheer de minister, ik vind het een goede methode dat eerst manueel, met name door interventie van menselijk beoordelingsvermogen, de balans wordt gemaakt, en dat daarna de technologie wordt ingeschakeld om dat af te schermen. Wanneer er sprake is van een internetfilter, dan denk ik namelijk dat er heel wat ongewenste neveneffecten gegenereerd zouden worden, maar dat blijkt dus niet het geval te zijn. Het is goed om de individuele gebruiker af te schermen van dubieuze content, en anderzijds goed dat hij ook niet in verleiding wordt gebracht. Ik weet niet of u dat als liberaal kunt

appreciëren, maar ik denk dat dat aspect wel goed geregeld kan worden.

Een andere zaak is de uitwisseling van illegale content, en dan de hogere netwerken, zoals de peer-to-peernetwerken. Ook daar zouden we een filter moeten kunnen hebben voor de detectie en de interceptie, wanneer er een vermoeden is dat er met illegale content wordt opgesprongen. Dat is een ander aspect en het vergt verdere onderzoeksdaeden om precies mensen die zich bezighouden met het genereren of het verspreiden van dergelijk materiaal, te kunnen viseren. Dat zal een tweede luik zijn. Het is heel goed dat niet zomaar een automatische internetfilter wordt ingebouwd.

Er rijst nog een vraag. Die aanpak geldt voor één fenomeen, dat terecht heel veel aandacht verdient. Vroeger heb ik daarover met gewezen minister Verwilghen al constructief kunnen debatteren. De vraag rijst of u dat ook zult toepassen voor andere illegale fenomenen zoals illegale muziek, zaken rond racisme, blokkering van antisemitische websites, enzovoort. Zit dat ook vervat in het actieplan, of zult u zich nu vooral toespitsen op het fenomeen kindermisbruik? Ik meen dat het belangrijk is om te weten of die andere fenomenen in deze beweging worden meegenomen, dan wel of ze er los van staan.

07.04 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mijnheer de voorzitter, die vraag heeft collega De Clerck ook gesteld in zijn tussenkomst.

Het is natuurlijk altijd een moeilijke oefening. De vrijheid van meningsuiting is een grondrecht dat in onze Grondwet staat ingeschreven. Zoals alle vrijheden, is geen enkele vrijheid absoluut. Kinderporno en het verspreiden ervan zijn een absolute inbreuk en vandaar dat, gelet op de duidelijkheid die daarover bestaat, wij ons in de eerste plaats daarop richten en - zoals u zei - steeds na een gerechtelijke beoordeling en de constructie zoals ik ze schetste.

Wat betreft de andere inbreuken, meen ik dat de grens tussen wat kan en wat niet kan vaak moeilijker te beoordelen is. U heeft een aantal fenomenen geduid. Volgens mij moeten wij eerst het ergste of zwaarste vergrijp, kinderpornografie, aanpakken, daarin ervaring opbouwen en voor het overige zien wat mogelijk is. U weet dat er rond muziekverspreiding op dit ogenblik bijvoorbeeld een gerechtelijke zaak loopt tussen enerzijds Sabam en anderzijds Skynet, als ik me niet vergis in de fase van beroep. Daar willen we uiteraard de gerechtelijke uitspraak afwachten. Blijkbaar is de interpretatieruimte daar veel groter dan in een debat rond kinderporno.

Ik wil er trouwens ook op wijzen dat we, wat kinderpornografie betreft, dat doen met instemming van de providers die daar ook kosten moeten voor maken, maar die het belangrijk vinden dat zij op de juiste manier content naar de mensen brengen. Als het natuurlijk gaat over muziek, is de vraag altijd ook wat de kostprijs is die providers daaraan moeten besteden. Vandaar dat we die discussie stapsgewijze willen voeren, te beginnen met datgene wat de grootste inbreuk is op de vrijheid van meningsuiting, onder meer de verspreiding van kinderporno.

07.05 **Roel Deseyn** (CD&V): ... beeld gebruiken. Ik hoop dat men niet de man die het kanaal heeft gegraven zal straffen omdat er een schipper is gepasseerd met een illegale lading aan boord. Dat over die rechtszaak.

Voor de rest geef ik nog even een suggestie mee. Zoals vroeger aangehaald, organiseert men allerlei platformen als e-cops, enzovoort, samen met Binnenlandse Zaken. In de contacten met de industrie die u als minister van Economie heeft, zeker ook met de softwareleveranciers en de grote bedrijven als Microsoft en de browserleveranciers, zou het een goede tool zijn om heel concreet in de browser een alert-button te integreren die u dan enkele vragen voorstelt waarna u meteen bij de juiste administratie terechtkomt, of misschien zelfs zonder vragen, op een formulier van twee tot drie lijntjes met contactgegevens om meteen, als men echt iets verdachts ziet, dat te kunnen signaleren aan de overheid zonder zelf naar andere sites te moeten surfen. Dat is een heel kleine tool, zeer eenvoudig te ontwerpen, maar het sluit aan bij de keuzes die het beleid daarover heeft gemaakt, maar waarvoor in de praktijk nog drempelvrees bestaat. Dan moet men een andere URL kennen, enzovoort. Een in een browser geïntegreerde button zou een heel handige tool kunnen zijn. Ik hoop dat u die suggestie meeneemt in uw gesprekken met de industrie, over deze aangelegenheid.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de registratie van prepaidbellers" (nr. 10060)

08 Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "l'enregistrement des personnes qui téléphonent à l'aide d'une carte prépayée" (n° 10060)

08.01 Ben Weyts (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik had mijn vraag aan de minister van Binnenlandse Zaken gericht, omdat de betrokkene van het BIPT eenvoudigweg zelf aan de pers verklaarde dat de eindverantwoordelijkheid bij de minister van Binnenlandse Zaken berust. Het is voor mij echter geen probleem.

Het gaat over de registratie van prepaidbellers. U weet ongetwijfeld dat in het verleden plannen werden gesmeed om gsm-gebruikers die met prepaidkaarten bellen, te verplichten zich te laten registreren. Bedoelde kaarten kunnen immers anoniem worden aangekocht en gebruikt. Spijtig genoeg werden en worden door die eigenschap voornoemde kaarten behoorlijk vaak voor criminele en terroristische doeleinden gebruikt.

We spreken al over zes jaar geleden. Dus al in 2003 maakten de toenmalige ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie bekend dat zij ter zake een wetsontwerp zouden indienen.

De heer Rudi Smet van het BIPT, die blijkbaar de verantwoordelijke is die zich met dergelijke zaken bezighoudt, verklaart via De Tijd dat er nog altijd 1,5 tot 1,8 miljoen anonieme prepaidcards circuleren.

Bovendien zegt ook de heer Smet dat de registratie van die anonieme prepaidbellers geen prioriteit meer is. Het hele project is in de ijskast beland. Hij verwacht wel dat "wanneer politiediensten of een onderzoeksrechter in een dossier op een probleem stoten, dit opnieuw te berde zal worden gebracht". Hij spreekt ook zijn hoop uit dat bij de aanstelling van een nieuwe minister van Binnenlandse Zaken, de heer De Padt, dat dossier opnieuw zou worden opgenomen.

Ik kom dan bij mijn vragen. Klopt het dat het departement Binnenlandse Zaken de registratie van die prepaidbellers niet meer als een prioriteit beschouwt? Beschouwt de regering as such dat niet meer als een prioriteit? Zo ja, waarom niet? Iedereen was het er immers in het heden en het verleden over eens dat de registratie van zulke bellers een uitstekend middel is ter bestrijding van criminaliteit en terrorisme. In Zwitserland is de registratie al jaren ingevoerd. Naar verluidt functioneert dat naar behoren.

Ten tweede, welke plannen werden er in het verleden uitgewerkt om concreet over te gaan tot registratie? Waarop zijn die gestrand? We kunnen nergens uit opmaken wat het probleem was. Waarom werden die plannen niet verder uitgevoerd?

Ten derde, zal de minister nog initiatieven nemen? Zal hij de draad opnieuw opnemen? Hoe zal hij dat doen? Welke plannen heeft hij in die richting?

08.02 Minister Vincent Van Quickenborne: Mijnheer de voorzitter, misschien eerst zeggen dat de politie de voorbije jaren voorrang heeft gegeven aan twee andere projecten die, gelet op wat er op het terrein gebeurt, voor hen belangrijker leken.

Een eerste project was het verbeteren van het systeem voor het doorgeven van de locatiegegevens van de mobiele noodoproepen naar de nooddiensten. Dat betekent concreet dat nooddiensten zoals medische hulpverlening, politie- en brandweerdiensten een persoon in nood gemakkelijker en sneller kunnen lokaliseren.

Die verbetering heeft zijn beslag gevonden in het koninklijk besluit houdende bepalingen voor het aanleveren van locatiegegevens in uitvoering van de wet van 2005. De uitvoering van dat KB is eind 2008 grotendeels gerealiseerd. Een aantal elementen moet nog worden afgerond.

Een tweede project waaraan men de voorbije jaren heeft gewerkt is de wettelijke onderschepping bij diensten die gebruikmaken van IP-technologie, dus internetprotocoltechnologie, om bij het telefoneren via internet ook identificatie mogelijk te maken.

Wat de registratie van de prepaidbellers betreft moet ik u zeggen dat Rudy Smet en zijn medewerkers van het BIPT reeds informele contacten hebben gehad over de haalbaarheid met mobiele operatoren voor de

registratie. Er zijn twee knelpunten: de tijdspanne waarin dat dient te gebeuren en de eenduidige identificatie van een gebruiker om te verhinderen dat men een valse identiteit opgeeft.

Hoe zie ik de zaak praktisch? De realiteit vandaag is dat twee op de drie mensen zich bij de aankoop van een prepaidkaart spontaan identificeert. Dat blijkt ook uit de cijfers waarnaar u zelf verwijst.

Ik denk dat wij het debat daarover hier in het Parlement kunnen voeren. Binnenkort zullen wij immers ook het debat over dataretentie moeten voeren. Dat is nagaan hoe lang operatoren bepaalde gegevens moeten bijhouden. Europa voorziet daarin in een tijd van 6 maanden tot 24 maanden voor gegevens met betrekking tot telefonie en internet. Daarover moeten wij wettelijk een besluit nemen. Wij gaan dat in deze commissie en in het Parlement doen. Ik stel voor dat wij op dat moment ook het debat over de registratie voeren.

Er staan twee belangen op het spel. Ten eerste, het belang van de juiste identificatie en ten tweede, het belang om dergelijke fenomenen op een eenvoudige manier aan te pakken. Als ik morgen elke winkelier verplicht een register ter identificatie aan te leggen van elke kaart die men verkoopt, dan zult u mij volgende week zeggen: mijnheer de minister van Administratieve Vereenvoudiging, er komt weer een register bij.

Ze moeten dat op een eenvoudige manier kunnen doen. Ik denk dat registratie gemakkelijker kan door het gebruikmaken van de elektronische identiteitskaart, maar ook het stockeren en het eventueel doorgeven van de gegevens aan de politie kan op die manier gemakkelijker gebeuren.

Er is natuurlijk één heikel punt, met name wat met het respect voor de privacy. Als men morgen naar de supermarkt gaat en men vraagt u wie u bent, welke producten u koopt en waar u woont, zult u onmiddellijk opmerkingen maken omtrent het aspect van uw privéleven. Ook dat debat zal moeten worden gevoerd. Ik denk dat we dat best doen ter gelegenheid van de wettelijke omzetting dataretentie en die beslissing op dat ogenblik in het Parlement nemen.

08.03 Ben Weyts (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, dit is een antwoord waarvan men toch niet bepaald vrolijker wordt.

Ten eerste, u zegt dat andere projecten voorrang hebben gekregen. We spreken over een thematiek die zich al in 2003 heeft gemanifesteerd. Zes jaar later zegt u dat twee andere projecten voorrang hebben gekregen. Dat vind ik wat mager.

Ten tweede, u zegt dat we het debat zullen voeren in een ander kader. Ik heb hier nog een verslag voor mij liggen van een debat dat in 2004 werd gevoerd naar aanleiding van de aanslagen in Madrid en waarin heel die thematiek ter sprake is gekomen. Daarin kaart mijn politieke vader, Geert Bourgeois, de thematiek aan en antwoordt uw politieke vader, Guy Verhofstadt, dat hij het daarmee volledig eens is en dat hij werk zal maken van de verplichte registratie van de prepaidbellers. Ook Pieter De Crem mengde zich in dat debat, zeggende dat ook zij die idee van collega Bourgeois volledig steunden. We zijn vijf jaar later en er is nog niets gebeurd. Het debat moet zelfs nog worden gevoerd. Dat is triestig.

U wijst op de praktische problemen maar ik krijg geen antwoord. Ik verwijs bijvoorbeeld naar de praktijken die in Zwitserland bestaan. Het systeem functioneert. Het debat werd in 2004 in het Zwitserse Parlement gevoerd en nog geen half jaar later was het systeem daar al in werking. Ik denk dat er voorbeelden genoeg zijn. Ik ken enkel de casus Zwitserland, maar er zijn wellicht nog andere landen die de verplichte registratie gebruiken.

Tot slot, u wijst op andere praktische problemen zoals de privacy.

08.04 Minister Vincent Van Quickenborne: Het probleem is principieel.

08.05 Ben Weyts (N-VA): Misschien is het een principieel probleem, maar dat principieel probleem rijst toch niet voor de andere gebruikers van mobiele telefoons? In het begin bestond zelfs enkel de abonnementsformule; er bestonden nog geen prepaid kaarten. De gebruiker had dan ook eenvoudigweg niet de keuze: hij diende zich te registreren, dat was hij de facto verplicht. Ik zie dan ook niet in waarom in het geval van de prepaid kaarten een verplichte registratie niet zou kunnen. Ik denk dat dat maar een betrekkelijk goedkoop excuus is, want ik zie geen enkel probleem, aangezien in het begin van de mobiele telefonie de privacy ook niet gold.

Ik vind het dus wat spijtig. Ik heb ook niet het engagement gehoord van u en uw diensten om daar resoluut werk van te maken. We zullen het alleszins blijven opvolgen en we hopen dat er ooit eens beterschap komt.

Tot slot, ik heb nog geen antwoord gekregen op een vraag. Is het verkeerd te stellen dat minister De Padt de eindverantwoordelijkheid draagt, zoals de heer Smet zelf heeft aangegeven? U beantwoordt namelijk de vraag.

08.06 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mijnheer Weyts, het is een gedeelde bevoegdheid, aangezien de politie een bevoegdheid is van mijn collega, maar het BIPT onder mij ressorteert. Omwille van die gedeelde bevoegdheid, beantwoord ik de vraag.

Ten tweede, ik wil een oplossing die ook voor de sector leefbaar is. Uw geestelijke vader is ook verantwoordelijk voor de administratieve vereenvoudiging. Ik wil ook een methode waardoor niet de winkeliers, vaak kleine zelfstandigen, de verplichting krijgen opgelegd om nog eens een register bij te houden. In dat geval zou een partijgenoot van u mij als minister voor Vereenvoudiging aanklagen. Zo gaat dat. Voor elk fenomeen zou een nieuw register, een nieuwe verplichting, ingevoerd kunnen worden. De belangenafweging is dus van praktische aard en, wanneer het gaat over het privéleven van mensen, ook een principiële zaak. Trouwens, een beslissing in dat verband zal vergezeld moeten worden van een advies van de privacycommissie. Dat zal goed gemotiveerd moeten zijn vooraleer een beslissing te nemen.

Ik begrijp dat u verwijst naar geestelijke vaders. De eventuele vader van dit initiatief is zich na tien maanden echter bewust van het probleem. Ik heb verwezen naar de inspanningen die het BIPT levert. We zullen dat project trachten af te ronden.

08.07 **Ben Weyts** (N-VA): Mijnheer de minister, ik vind veiligheid en de bestrijding van criminaliteit een hoger goed. Ik vrees dat we zullen moeten wachten tot het volgende incident.

08.08 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Dat is zo'n beetje the wake van 2001 en 2004. Als alles moet worden opgeofferd voor de veiligheid, dan vrees ik dat wij bijzonder veel maatregelen zullen moeten nemen die, volgens mij, ook hun beperkingen stellen ten aanzien van fundamentele rechten van mensen.

08.09 **Ben Weyts** (N-VA): Mijnheer de minister, u spreekt over fundamentele rechten die moeten worden opgeofferd.

Ik denk dat het tijd is dat de diensten zich er effectief eens aan zetten. Ik heb nog altijd geen bewijs gehoord van enige werkracht ter zake.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 **Vraag van de heer Dirk Vijnck aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "maatregelen om meer Belgen op het internet te krijgen" (nr. 10243)**

09 **Question de M. Dirk Vijnck au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les mesures visant à augmenter le nombre de Belges qui se connectent à l'internet" (n° 10243)**

09.01 **Dirk Vijnck** (LDD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, in december 2008 stelde u een plan voor dat tot doel heeft meer Belgen op het internet te krijgen. Bedoeld plan is bijzonder vaag en nog meer zorgwekkend. Het verschilt slechts in details van de mislukte plannen van uw voorganger. Drie punten zijn opnieuw een opfrissing van het pc-privéconcept, van het internet-voor-iedereenpakket en van het recycleren van oude pc's, zodat ze aan kansarmen kunnen worden uitgedeeld.

Behalve voornoemd plan pleit u ook, en terecht, voor de afschaffing van het verbod op koppelverkoop.

Ter zake heb ik enkele vragen.

In uw pleidooi voor de afschaffing van het verbod op koppelverkoop verwijst u graag naar uw type i-Phone. Wilt u dat alle Belgen, zoals alle Amerikanen, rondlopen met een dure design-gsm, waarvoor zij eigenlijk het geld niet hebben en die zij maandelijks met een abonnement moeten afbetalen? Wat is volgens de minister de maatschappelijke meerwaarde daarvan?

De combinatie van een spotgoedkoop netbook, toegankelijk 3G-internet en moderne systemen voor synchronisatie tussen meerdere computers is volgens mij een veel betere manier om meer Belgen op het internet te krijgen. De sterk gedaalde prijzen van eenvoudige netbooks en mobiele internetabonnementen zijn daaraan niet vreemd.

Wat is de visie van de minister op het voorgaande? Vindt de minister het een goed idee om voornoemd spoor te bewandelen om achterblijvers op het net te krijgen?

Heeft hij bedoelde optie reeds vergeleken met de goedkope internet-voor-iedereenpakketten die de overheid twee jaar geleden in de winkel bracht? Een dergelijke pc kostte 700 euro. Voornoemd bedrag omvatte weliswaar een jaarabonnement, maar maakte het hele systeem juist extra absurd. Net de mensen die zich geen pc kunnen veroorloven, worden immers gedwongen om ook nog een jaarabonnement op voorhand te betalen.

Kunnen aldus de nog altijd dure internetabonnementen van Telenet en Belgacom worden omzeild? Zou dat niet echt "internet voor iedereen" zijn?

Tegen wanneer denkt of verwacht de minister het verbod op koppelverkoop te kunnen afschaffen?

09.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Collega, ik moet zeggen dat ik een beetje de wenkbrauwen fronste bij het horen van uw verschillende vragen. U dicht mij bepaalde dingen toe.

Ik ben principieel voorstander van een transparante regeling voor koppelverkoop. Het Europees Hof zal daar een beslissing over nemen, want België is door een aantal organisaties voor het Hof gedaagd in de loop van het voorjaar. Het advies dat gegeven is op het niveau van de adviseur, zegt dat België daar in overtreding was. We zullen zien wat de beslissing is van Europa. Eenmaal die beslissing er is, zullen wij onze wetgeving moeten aanpassen. Dat zal dan gaan over mogelijkheden van koppelverkoop, niet alleen ten opzichte van wat men de netbooks noemt maar ook ten opzichte van andere vormen van koppelverkoop zoals telefoons. Of het dan gaat om een I-Phone of iets anders, zal er niet toe doen, men zal daar geen onderscheid in maken.

Ten tweede, het eerste pakket internet voor iedereen, dat op de markt is gekomen, kostte geen 700 euro, maar 800 euro, 900 euro en meer.

Het is onze ambitie, ik heb dat ook gezegd bij onze presentatie in de commissie, tot een pakket te komen dat veel competitiever is om op die manier de concurrentie aan te kunnen met wat er op de markt is, zeker gelet op het feit dat wij geen btw zullen aanrekenen wat de prijzen veel interessanter maakt.

Dat zal inderdaad een pakket zijn waar zowel een computer inzit als een internetabonnement aan een prijs die veel lager ligt dan wat men nu op de markt kan vinden. In die zin zal het een interessante zaak zijn.

Over de koppelverkoop heb ik al gesproken. Zou dat dan subsidiëring mogelijk maken? Uiteraard, dat is de essentie van koppelverkoop.

Voor het overige denk ik de meeste vragen te hebben beantwoord.

09.03 **Dirk Vijnck** (LDD): Ik dank de minister voor zijn uitgebreid antwoord.

Mijnheer de minister, zou ik het schriftelijke antwoord kunnen ontvangen?

09.04 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Ik zal het u via mail doorsturen. Op papier doe ik dat niet graag, dit vergt veel te veel papier.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.14 uur.

La réunion publique de commission est levée à 16.14 heures.